

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	v
Préface	vii
Avant-propos	ix
Liste des abréviations	xix
Introduction générale	1
Chapitre 1	
Les notions générales	3
1) Les aspects constitutionnels.....	4
2) L'arbitre de grief: un tribunal statutaire avec une compétence élargie	5
a) Évolution historique du régime d'arbitrage de griefs.....	7
b) Évolution jurisprudentielle de la compétence <i>rationae personae</i> de l'arbitre de grief	12
i) L'arrêt <i>McLeod c. Egan</i>	13
ii) L'arrêt <i>St-Anne Nackawic</i>	14
iii) L'arrêt <i>Douglas College</i>	16
iv) L'arrêt <i>Weber</i>	18
v) L'arrêt <i>Regina Police</i>	20
vi) L'arrêt <i>Parry Sound</i>	22
vii) L'arrêt <i>Morin</i>	25
viii) L'arrêt <i>Isidore Garon</i>	29
ix) L'arrêt <i>Bisaillon</i>	31
x) L'arrêt <i>SÉPAQ</i> (Cour d'appel du Québec).....	32

xi) L'arrêt <i>SFPQ</i>	35
xii) L'arrêt <i>MUNACA</i> (Cour d'appel du Québec).....	36
3) L'arbitre de grief: maître de la preuve et de la procédure	40
4) Les règles de justice naturelle	44
a) La règle de l'impartialité « <i>nemo iudex in sua causa</i> »	44
i) L'impartialité personnelle.....	46
ii) L'impartialité institutionnelle ou structurelle.....	47
iii) Le principe de l'indépendance judiciaire	48
b) Le droit d'être entendu « <i>audi alteram partem</i> »	50
5) L'admissibilité d'une preuve <i>versus</i> sa valeur probante.....	54
a) L'admissibilité d'une preuve.....	54
i) La pertinence de la preuve.....	54
ii) La liberté des moyens de preuve	55
iii) Le pouvoir des tribunaux d'exclure les moyens obtenus dans des conditions qui portent atteinte aux droits et libertés fondamentaux	56
b) La valeur probante d'une preuve	57

Chapitre 2

La préparation de l'audience et les moyens préliminaires	59
1) La nomination de l'arbitre	59
a) La nomination consensuelle	61
b) La nomination déferée au ministre	62
c) L'irrégularité de la nomination	63
2) Le lieu de l'audience.....	66
3) L'avis de convocation.....	69
a) La présence des parties lors de l'audience	70
b) L'intervention du «salarié intéressé» selon l'article 100.5 du <i>Code du travail</i>	73
4) L'assignation des témoins.....	81
5) La demande de précisions.....	87
a) L'objet de la demande de précisions.....	88
b) L'application jurisprudentielle	89
6) La demande de divulgation préalable de la preuve	91
a) La genèse de la théorie de la divulgation de la preuve préalablement à la tenue de l'audience.....	94

b)	Application jurisprudentielle du courant majoritaire	96
c)	Application jurisprudentielle du courant minoritaire	99
d)	La « nécessité » de la divulgation préalable en matière de harcèlement psychologique selon certains arbitres.....	102
e)	La dissension dans la jurisprudence: la nécessité d'une intervention législative	105
7)	L'ordonnance de sauvegarde.....	107
a)	La distinction entre l'ordonnance de sauvegarde prévue à l'article 100.12 g) du <i>Code du travail</i> et l'injonction au sens de l'article 509 du <i>Code de procédure civile</i>	108
b)	Les critères de l'ordonnance de sauvegarde	110
i)	L'apparence d'un droit clair	113
ii)	Un préjudice sérieux ou irréparable	120
iii)	La balance des inconvénients.....	122
iv)	L'importance du caractère urgent de la demande	122
c)	Les pouvoirs de l'arbitre de rendre une ordonnance de réintégration provisoire d'un salarié dans le cadre d'un grief contestant une suspension administrative ou un congédiement	124
8)	La récusation de l'arbitre.....	126
a)	Critères applicables aux arbitres	127
b)	Illustrations jurisprudentielles	129
i)	Motifs valables de récusation.....	129
ii)	Motifs insuffisants de récusation.....	130
9)	La demande de dépersonnalisation de la décision	134
10)	Le non-respect de la procédure prévue à la convention collective.....	138
a)	Prescription du grief et procédure préalable	138
i)	Le délai pour déposer un grief (syndical et patronal).....	138
ii)	Interruption de la prescription.....	141
iii)	Grief continu.....	143
b)	Procédure disciplinaire	146
i)	Délai d'imposition de la mesure disciplinaire	146
ii)	Autres formalités de la procédure disciplinaire	149
iii)	Clauses d'amnistie	153
11)	L'abandon du grief (la doctrine des <i>laches</i>).....	157
a)	La doctrine des <i>laches</i>	157

b) La preuve des <i>laches</i>	160
12) La chose jugée, la chose jugée implicite, la préclusion et la litispendance	168
a) La chose jugée	169
b) La chose jugée implicite.....	170
c) La doctrine de la préclusion	173
d) La litispendance.....	175
13) La compétence de l'arbitre en présence d'une entente de dernière chance.....	176

Chapitre 3

La procédure à l'audience	179
1) Les amendements au grief.....	179
a) L'amendement ne doit pas modifier les personnes visées par le grief	181
b) L'amendement ne doit pas modifier l'objet du grief	182
c) L'amendement ne doit pas venir modifier le correctif principal demandé par le grief	186
2) L'ordre et le nombre des témoins.....	188
a) Les règles de la procédure civile en lien avec l'instruction du grief	188
b) L'ordre des témoins.....	193
3) L'enregistrement des audiences.....	195
4) Audiences virtuelles.....	198
5) Le témoignage hors cours	200
6) Alternatives au témoignage en personne	201
7) La contraignabilité des témoins	205
a) Le contraignabilité du témoin ordinaire et du plaignant	206
b) Le pouvoir de l'arbitre d'interroger les témoins	208
c) La contraignabilité de l'expert.....	209
8) Le huis clos.....	212
9) L'exclusion des témoins.....	216
10) Les ajournements	219
a) Les principes juridiques applicables.....	220
b) Les demandes d'ajournement en lien avec le droit à l'assistance de l'avocat de son choix.....	222

c) Les demandes d'ajournement en lien avec l'incapacité physique et psychologique du plaignant	224
i) <i>Syndicat des travailleuses et travailleurs du Centre local de services communautaires Vallée des Forts (C.S.N.) et Centre local de services communautaires – Centre d'hébergement et de soins de longue durée Champagnat de la Vallée des Forts, D.T.E. 2001T-260, arb. Me Jean-Yves Durand (T.A.)</i>	224
ii) <i>Syndicat des employées et employés du Centre hospitalier Robert-Giffard (FSSS-CSN) et Centre hospitalier Robert-Giffard, D.T.E. 2005T-83, arb. Me Jean Gauvin (T.A.)</i>	225
iii) Constats à retenir.....	227
d) Les demandes d'ajournement en lien avec l'absence du plaignant	227
e) Les demandes d'ajournement en lien avec des procédures parallèles impliquant le plaignant	230
i) Cumul de recours devant l'arbitre de grief et un autre tribunal administratif.....	230
ii) Cumul de recours devant l'arbitre de grief et la cour criminelle.....	231
f) Les demandes d'ajournement et l'évaluation du quantum	232

Chapitre 4

La preuve	235
1) Les dossiers médicaux.....	235
2) Les rapports d'experts	237
a) Principes généraux	237
b) Rapport d'expert postérieur à la décision de l'employeur	240
i) L'admissibilité	240
ii) La valeur probante	244
3) Les dossiers criminels et les rapports de police	245
4) La preuve de caractère	246
5) La preuve de la discrimination dans la sanction.....	247
6) La preuve par polygraphe.....	248
a) Qu'est-ce que le polygraphe?.....	248
b) L'admissibilité de la preuve par polygraphe	250
7) L'utilisation des notes lors du témoignage	253

8) La preuve des mesures disciplinaires antérieures.....	255
a) Progression des sanctions seulement à l'égard de fautes de même nature (courant minoritaire)	256
i) Principes généraux	256
ii) Clauses particulières d'une convention collective	258
b) Progression des sanctions à l'égard de fautes de nature différente (courant majoritaire)	258

Chapitre 5

La preuve extrinsèque	261
1) Remarques préliminaires.....	261
2) Preuve extrinsèque nécessitant la présence d'une ambiguïté.....	263
a) La notion d'ambiguïté	263
i) Démarche interprétative	263
ii) La notion classique d'ambiguïté.....	265
iii) Ambiguïté latente.....	266
b) La pratique passée.....	268
3) La preuve des négociations.....	270
a) Courant restrictif.....	270
b) Courant intermédiaire	274
c) Courant libéral.....	276
d) La doctrine de la rectification.....	278
e) Vice de consentement ou dol.....	279
4) Les conventions collectives antérieures	280
5) L'estoppel.....	283
a) Remarques préliminaires	283
b) Le concept d'estoppel: origine de la common law ;	284
c) Motifs pour rejeter la doctrine de l'estoppel	288
d) Les conditions d'ouverture pour appliquer l'estoppel.....	290
i) Comportement ou promesse	294
ii) L'incitation, la modification de la conduite et le préjudice	297
iii) Autres considérations sur les conditions de l'estoppel ...	299
e) L'estoppel: un motif pour fonder un grief?	301
f) Les effets de l'estoppel et de la pratique passée; comment y mettre fin?	302

Chapitre 6

La preuve matérielle	305
1) La filature.....	306
a) Analyse de l'arrêt <i>Bridgestone</i>	307
i) Droit au respect à la vie privée	307
ii) Justification d'une surveillance hors des lieux du travail	309
b) Jurisprudence subséquente: précisions concernant les critères applicables	311
i) Motifs rationnels, motifs sérieux ou motifs raisonnables?	311
ii) Moyens raisonnables	314
c) Deux approches jurisprudentielles.....	318
i) L'approche large	318
ii) L'approche stricte.....	328
iii) Constats.....	334
d) Admissibilité en preuve (art. 2858 CcQ)	334
2) Les caméras de surveillance	338
3) Les enregistrements clandestins	340
a) L'arrêt <i>Cadieux</i>	341
b) L'arrêt <i>Bellefeuille</i>	343
4) Le GPS.....	344
5) Les publications sur les réseaux sociaux.....	346
6) Les messages textes.....	347
7) La <i>Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information</i>	347
a) Preuve d'authenticité d'un document technologique.....	348
b) Transfert d'information d'un support à un autre	349
Annexe: Tableau des motifs sérieux selon l'approche large et l'approche stricte.....	351

Chapitre 7

Le délibéré	357
1) La connaissance d'office du tribunal d'arbitrage	357
2) Le degré de preuve	363
3) Le fardeau de la preuve	370
4) La réouverture d'enquête	372

Chapitre 8	
La décision	379
1) L'autorité des précédents en arbitrage de griefs	379
2) L'obligation de rendre une décision écrite et motivée.....	383
3) L'obligation de l'arbitre de rendre lui-même la décision.....	384
4) Les délais	387
5) L'effet de la décision.....	389
6) La règle du <i>functus officio</i>	390
Extraits pertinents du Code du travail	393
Loi instituant le Tribunal administratif du travail	407
Extraits pertinents du Code civil du Québec	453
Extraits pertinents du Code de procédure civile	503
Table de la législation	565
Table de la jurisprudence	569
Table de la doctrine	637
Index analytique	643